

LES TENTACULES DE BOKO HARAM DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD DU CAMEROUN

BOKO HARAM'S TENTACLES IN CAMEROON IN THE FAR NORTH REGION

Olivier KODJALBAYE BANGUIAM

Université Paris Nanterre, France

banguiam@yahoo.fr

Résumé : Inscrite dans le sillage des actions terroristes produites quelques années après le 11 septembre, l'irruption brutale de la secte Boko Haram dans les contrées africaines ne va pas sans conséquences. Il s'agit ici d'examiner l'impact de cette menace dans l'Extrême-Nord du Cameroun devenu véritablement sa cible dans les années 2010. A cet effet, il est important de faire la lumière sur l'évolution et la capacité de nuisance de ce groupe terroriste pour montrer comment son action a déstabilisé cette région. Sur le terrain, la lutte contre cette secte a exigé un certain nombre de mesures qu'il convient de présenter les différentes facettes. L'analyse de la démarche des principaux acteurs impliqués et celle des résultats obtenus ouvriront d'autres pistes de réflexion en vue de l'élaboration d'une politique efficace de lutte contre Boko Haram dans l'ensemble des pays riverains du Lac Tchad.

Mots clés : Boko Haram, Cameroun, Lac Tchad, terrorisme, sécurité

Abstract : In the wake of the terrorist actions that occurred a few years after September 11, the brutal invasion of the Boko Haram sect in African countries is not without consequences. The aim here is to examine the impact of this threat in the Far North of Cameroon, which really became its target in 2010. To this end, it is important to shed light on the evolution and the nuisance capacity of the terrorist group to show how its action has destabilized this region. On the ground, the fight against this sect has required a number of measures that it is appropriate to present the different facet. The analysis of the approach of the main actors involved and of the results obtained will open up other way of reflection with a view to the development of an effective policy to fight against Boko Haram in all the countries bordering Lake Chad.

Keywords: Boko Haram, Cameroon, Lake Chad, terrorism, security

Introduction

L'apparition de Boko Haram dans les pays riverains du Lac Tchad (Niger, Nigéria, Cameroun, Tchad...) est perçue comme un facteur destabilisateur de la situation sécuritaire de ces Etats. En analysant cette menace au Cameroun, on se rend très vite compte que la région de l'Extrême-Nord a été placée dans la ligne de mire de ce groupe terroriste dans les années 2010. En quoi celui-ci constitue-t-il une véritable menace pour cette région ?

Dans l'optique de prendre en considération l'historique des faits, il a été jugé opportun d'inscrire cette réflexion dans l'intervalle de temps allant de la période de l'émergence de ce groupe dans cette partie du Cameroun jusqu'à celle de son déclin. Cette démarche permettra de mettre en exergue son évolution et sa trajectoire quand il est

question d'insister sur les effets néfastes des actions perpétrées et des bouleversements engendrés. A cet effet, trois axes d'études méritent d'être considérés. Le premier axe invite à faire la lumière sur les principaux facteurs ayant favorisé la progression et l'infiltration de Boko Haram dans ladite région. Pour ce faire, la problématique de la porosité des frontières sera au cœur de notre démonstration. Le deuxième volet, quant à lui, insistera sur les incursions et les attaques enregistrées. Ce qui donnera l'opportunité de mettre l'accent sur la nature des hostilités et de montrer comment la capacité de nuisance de ce groupe a causé la dégradation de la situation sécuritaire et la fragilisation de différents secteurs de la région. La nécessité de réduire le champ d'investigation conduit à nous focaliser sur le domaine de l'éducation et celui du tourisme.

Face à l'instabilité instaurée et au bouleversement du contexte socio-économique, il s'avère nécessaire d'examiner dans la dernière partie la riposte du Cameroun (armée, comités de vigilance...) et celle d'autres acteurs régionaux (troupes tchadiennes...) déterminés à contrecarrer les velléités de la secte islamique. Cette mobilisation générale contre Boko Haram a-t-elle entraîné son affaiblissement, voire sa neutralisation sur le territoire camerounais ?

A partir des informations de diverses sources (articles de presse, articles publiés dans les revues...) et des témoignages des acteurs militaires et civils recueillis dans quelques ouvrages des spécialistes de la question, il s'agit de nous appuyer sur les résultats obtenus en matière de la lutte contre Boko Haram pour dégager d'autres propositions pouvant contribuer au maintien d'une situation sécuritaire durable dans les pays riverains du Lac Tchad.

1. La porosité des frontières, une aubaine pour Boko Haram

L'étude portant sur l'infiltration de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun soulève la problématique relative à la porosité des frontières. Ce mouvement terroriste semble jouer sur cet aspect pour accentuer sa mobilité géographique et lancer des attaques meurtrières. Et cela, en érigeant en point stratégique la région du Lac Tchad dont la présentation est indispensable pour comprendre la trajectoire de ce groupe et son extension jusqu'à cette partie du Cameroun. Placée dans le viseur dudit groupe, la région a connu une crise sans précédent en raison de nombreuses attaques enregistrées.

1.1. La région du Lac, un point stratégique pour Boko Haram

L'évocation de la région du Lac s'avère essentielle dans le cadre de l'examen de l'action de la nébuleuse dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Cette nécessité tient à la situation géographique de cette province tchadienne. S. Mbodou (2020, p. 21) révèle qu'elle « est située sur la bordure Nord-Ouest du Lac-Tchad. Elle est caractérisée par la présence d'étendues d'eau, de steppes et de dunes de sable ». Ce paysage paradisiaque cache pourtant une autre réalité. S. Mbodou (2020, p. 92) constate que : « Cette région est devenue un repère des islamistes nigériens à cheval entre le Niger,

le Cameroun, le Nigéria et le Tchad ». Unique province à partager ses frontières avec ces trois premiers pays, elle représente de ce fait un point stratégique pour la secte Boko Haram. Celle-ci s'appuie sur cet espace pour y étendre ses tentacules. Ce qui soulève la question des enjeux liés à la sécurité de ces Etats.

A priori, la bonne connaissance de cette zone représente un atout majeur pour Boko Haram. Ce paramètre est d'une importance capitale lors de l'élaboration d'une stratégie d'attaque ou de défense en fonction d'un plan intégrant des éléments cruciaux tels que les points d'appui, de ravitaillement et de repli. Dans ce schéma, les espaces de repli localisés peuvent être perçus comme un réel levier sur lequel le mouvement terroriste peut s'appuyer pour développer sa capacité de mobilité géographique et lancer les hostilités aussi bien au Tchad que dans ses pays frontaliers. En effet, à force de multiplier les actions dans cette partie du Tchad, cette secte donne l'impression de mieux maîtriser ce terrain. En érigeant celui-ci en une base de manœuvres, elle semble intégrer dans son plan d'action certains facteurs liés à la configuration de cet environnement. D'emblée, on relève un terrain difficile en raison de son état marécageux. Cela donne une aubaine pour Boko Haram qui joue sur cet aspect contraignant susceptible de désavantager l'adversaire. Ainsi note-t-on des situations meurtrières où des détachements tchadiens se retrouvent embourbés, devenant de ce fait une véritable proie pour la secte. D'une manière globale, ce cadre ne facilite pas la conduite des missions en vue de sa neutralisation.

Outre ce facteur, tout porte à croire que le groupe terroriste ne choisit pas par hasard le moment de déclenchement de ses attaques contre les militaires tchadiens et les forces armées des autres pays mobilisés. Dans la plupart des cas, on remarque que ses manœuvres se déroulent lors de la crue du Lac Tchad durant laquelle il est extrêmement difficile de localiser la position exacte de ses combattants. Etant donné que la mobilité de ces forces et la visibilité de l'ennemi sont considérablement réduites durant cette période, ces hommes en profitent pour multiplier les offensives et les embuscades en changeant de modes opératoires au point d'être insaisissables. Partant, il n'est pas évident de cerner leur action dans le bassin du Lac Tchad. Au fil du temps, cette zone subit la propagation des opérations terroristes jusqu'au Cameroun.

1.2. Les infiltrations d'un ennemi difficile à cerner

Concrètement, le bassin du Lac Tchad est considéré comme un véritable carrefour et un centre crucial de brassages en Afrique. I. Saïbou (2017, p. 12) dégage les principaux traits.

L'une des caractéristiques humaines et socioéconomiques saillantes du Bassin du Lac Tchad est l'imbrication des réseaux et circuits d'échanges sociologiques et matériels qui structurent les rapports humains et économiques. Le Nord-Est du Nigéria (Adamawa, Borno particulièrement), l'Extrême-Nord du Cameroun et le Nord-Ouest du Tchad (Chari Baguirmi, Hadjer Lamis, Lac) sont des espaces de continuités où les mobilités de toutes sortes s'opèrent de façon fluide.

Ces espaces méritent une attention particulière car ils représentent un enjeu majeur dans l'étude du processus de la progression et de l'implantation de Boko Haram dans le bassin du Lac Tchad et dans les régions riveraines. Autrement dit, les milices de cette secte ont transformé ces territoires en une véritable zone d'action et un grand champ de manœuvre pouvant faciliter leur mobilité géographique. Il est intéressant d'analyser cet aspect pour comprendre la logique de son extension dans les pays frontaliers comme le Cameroun.

Concernant les mouvements des membres de Boko Haram, il va sans dire que la porosité des frontières a favorisé une intense circulation. En examinant les principaux facteurs à l'origine de cette situation, S. Mbodou (2020, p. 38-39) évoque : « La proximité du Lac Tchad avec les zones nigérianes contrôlées par la secte islamiste, l'absence quasi totale de l'Administration, l'inaccessibilité de nos forces de défense et de sécurité dans certaines localités des zones insulaires ». Cette libre circulation rend impossible la localisation de ces djihadistes et le contrôle de leur trajectoire en vue de leur démantèlement sur une étendue de 22 230 km² que représente la superficie de la région du Lac Tchad. Hormis cet inconvénient, elle présente une réelle menace matérialisée par des infiltrations de ces hommes prêts à semer la terreur partout où ils passent. Pour atteindre cet objectif, ces derniers utilisent toutes les astuces possibles. S. Mbodou (2020, p. 52) note qu'ils « se déguisent en réfugiés ou en commerçants pour entrer dans la région, s'informer et planifier des actions terroristes ». Celles-ci ne se limitent pas seulement dans cette partie du Tchad. Elles s'étendent évidemment dans ses pays frontaliers, en l'occurrence le Cameroun et plus précisément son Extrême-Nord.

1.3. L'Extrême-Nord du Cameroun dans le viseur de Boko Haram

Initialement localisée au Nigéria, la menace de Boko Haram se propage au fur et à mesure au Tchad et dans ses pays frontaliers comme le Cameroun et le Niger. Ce groupe s'appuie sur ces territoires pour développer ses opérations cyniques comme le souligne S. Mbodou (2020, p. 40) :

Si le Nigéria est au cœur de l'évolution de Boko Haram et de la crise actuelle, le Tchad, le Niger et le Cameroun sont également durablement touchés par ce conflit avec des violences quotidiennes. Les éléments de Boko Haram utilisaient les territoires de ces trois (03) pays à la fois comme viviers de recrutements et plaque tournante logistique.

Au Cameroun, la région de l'Extrême-Nord est devenue une cible privilégiée de la secte. Il est évident qu'un tel choix n'est pas un simple fait du hasard. C'est pour cette raison qu'il est légitime de dégager les principales raisons de cette attirance pour savoir pourquoi ce groupe a jeté son dévolu sur cette région. Cet exercice se révèle périlleux en raison de l'enchevêtrement de nombreux facteurs liés à l'apparition de cette menace grandissante.

D'emblée, il convient de relever la position périphérique de la région de l'Extrême-Nord souvent considérée comme une zone isolée en dépit de son étendue couvrant une superficie de 34 246 km². Ainsi est-elle présentée par C. Pout, E E. Yogo

& B. Barka (2019, p. 53) comme « la plus septentrionale des régions du Cameroun, le plus éloigné de la capitale » de cet Etat dont les différents paysages ont été décrits par P. Presnot (2014, p. 57) : « Le Cameroun se trouve à cheval entre l’Afrique occidentale et l’Afrique centrale. En le parcourant, on passe de la forêt équatoriale aux savanes sahéliennes. Même la montagne est présente dans ce très beau pays ».

En dehors des inconvénients résultant de la situation géographique de l’Extrême-Nord, d’autres éléments peuvent justifier les infiltrations courantes de Boko Haram. Selon C. Pout, E. E. Yogo & B. Barka (2019, p. 55), « Le manque de moyens, l’insuffisance des structures d’éducation et de santé, et enfin la distance avec les centres administratifs ont constitué les facteurs qui ont favorisé l’introduction de Boko Haram ».

Compte tenu des raisons évoquées, ces trois auteurs tirent la conclusion suivante :

En définitive, l’implantation de Boko Haram au Cameroun s’est faite principalement dans la région de l’Extrême-Nord, autant à cause des dysfonctionnements qui relevaient de la faible administration de ce territoire qu’à cause des logiques opérationnelles de la secte qui, après l’avoir choisi comme base arrière, l’a progressivement transformé en terrain d’opérations meurtrières, où des violences inimaginables ont été perpétrées par des factions en quête de visibilité, de financement ou de ravitaillement (C. Pout, E. E. Yogo & B. Barka , 2019, p. 61)

2. La Menace de Boko Haram dans l’Extrême-Nord du Cameroun

Après sa montée en puissance dans le nord-est du Nigéria, Boko Haram n’a cessé de se développer au Cameroun. Depuis 2013, ce mouvement a perpétué son acharnement sur l’extrême-Nord transformé en un véritable terrain de manœuvre et confronté aux actions nuisibles de cette secte. Les différents facteurs d’intrusion de la secte dans cette région ont facilité divers modes de recrutement qui ont provoqué la fragilisation des secteurs comme l’éducation et le tourisme.

2.1. Des recrues en masse

La porosité des frontières aidant, la secte Boko Haram a utilisé une stratégie de progression et d’implantation appropriées. En passant essentiellement par les frontières et par la voie lacustre, elle est parvenue à confirmer sa présence dans l’Extrême-Nord du Cameroun. Ainsi les infiltrations de ses milices ont-elles permis son extension progressive dans cette partie du pays. Il est important de préciser que cette pénétration s’accompagne d’une volonté manifeste de la nébuleuse de renforcer ses effectifs en procédant aux recrutements locaux tous azimuts. Les techniques appliquées à cette occasion témoignent de la détermination de ce groupe de se doter sur place d’un vivier humain conséquent, quelles que soient les tranches d’âge des recrues. C’est pourquoi il arrive souvent de dénombrier au sein de ces effectifs des élèves. Majoritairement mineurs, ceux-ci sont généralement enlevés par la secte. Celle-ci n’hésite pas de procéder ensuite à un lavage de cerveau et de les impliquer dans les opérations kamikazes. Ce faisant, ils constituent une véritable menace capable de

provoquer de considérables dégâts et pertes de vies humaines. Outre les moyens coercitifs, d'autres méthodes utilisées ont été présentées par C. Pout, E E. Yogo et B. Barka (2019, p. 31-32).

Pour augmenter l'impact de son action, la secte n'a jamais cessé d'agrandir ses effectifs. Devenue groupe armé puis mouvement social, elle a dû mettre en œuvre des techniques d'enrôlement non-violents et violents. Le discours religieux et ses offres de recrutement, savamment répandues dans les zones rurales pauvres ou sur les réseaux sociaux, ont fini par attirer vers les membres de Boko Haram de milliers de jeunes.

Consciente d'évoluer dans des zones pauvres, la secte Boko Haram joue sur ce facteur pour aiguïser sa politique d'enrôlement en miroitant aux jeunes des sommes mirobolantes et divers avantages. Il s'agit là des « incitatifs financiers et matériels », pour reprendre les termes de S. Mbodou (2020, p. 40-41). A ce titre, C. Pout, E E. Yogo & B. Barka (2019, p. 32) font, par exemple, allusion aux « primes à l'engagement, des salaires de 300 000 F à 400 000 F CFA, des motos neuves pour les indics et même des perspectives de partage de butins pour les combattants ». Cette démarche porte ses fruits comme le montre le nombre important de recrues ralliées à la cause de Boko Haram dans l'Extrême-Nord. A titre indicatif, les estimations du vice-premier ministre Amadou Ali révélées par S. Mbodou (2020, p. 40) permettent d'apprécier cette réalité : « Il avait en sa possession une liste de quatre cent cinquante (450) jeunes de sa ville, Kolofata, ayant rejoint les rangs de Boko Haram ».

Accentuée par un recrutement local en masse, la présence de cette secte a remis en cause la stabilité et la sécurité de l'Extrême-Nord dans son ensemble. Connaissant bien cette zone, ces recrues, quelles que soient leurs localités d'appartenance, peuvent fournir à ce groupe des informations précises lui permettant de préparer minutieusement et de déclencher dans cette région des attaques terroristes. Celles-ci ont largement dégradé la situation sécuritaire de la zone, mettant ainsi en danger la vie de ses habitants évalués à près de 4 millions de personnes réparties dans six départements. Ceux-ci sont placés dans la ligne de mire de ladite secte. Il convient de rappeler que celle-ci est dotée d'un dispositif adéquat pour mettre en marche sa machine de guerre.

2.2. Des attaques tous azimuts avec des modes opératoires variés

L'infiltration de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun ne s'est pas produite de façon subitement globale. L'analyse de son plan de progression montre que ses incursions ont commencé dans les localités frontalières. Ces opérations ne vont pas sans conséquence. En effet, elles ont entraîné la fuite des habitants craignant pour leur vie. Ainsi C. Pout, E E. Yogo & B. Barka (2019, p. 25) notent-ils qu'« En 2014, un certain nombre de localités situées près de la frontière avec le Nigéria (Kerawa, Amchidé, Limani, Kolofata) avaient été investies par les combattants et les agents de Boko Haram, causant le départ précipité des fonctionnaires qui y exerçaient et la fuite massive des populations vers l'intérieur ».

C'est seulement à l'issue de la matérialisation de sa présence dans ces localités que la secte a véritablement entamé son extension vers d'autres régions de l'Extrême-Nord. D'une manière générale, le choix de cette partie du Cameroun comme une cible principale n'est pas gratuit, même s'il ne faut pas exclure l'hypothèse de sa proximité avec le Nigéria considéré au départ comme le fief du mouvement. Comme le cas de la région du Lac Tchad déjà évoqué, il est indéniable que la configuration du terrain a été prise en considération dans la logique de Boko Haram dans ladite partie du Cameroun. Dans l'ensemble, il s'agit des zones de plaines pouvant faciliter le déplacement des troupes motorisées sur un terrain plat. C. Pout, E. E. Yogo & B. Barka (2019, p. 33-34) insistent sur le fait que cela accentue leur capacité de nuisance et leur progression sans un risque majeur en ces termes : « Préparée depuis le territoire nigérian, l'incursion au Cameroun est menée dans un temps relativement court, très souvent à l'aide de motos, aux fins d'y mener des actions violentes, à titre de représailles ou de pillage. L'effet de surprise est un atout dans ce type d'opérations, et la rapidité d'exécution permet aux combattants de n'être pas rattrapés par les secours de l'armée ».

Dans ce contexte, la région de l'Extrême-Nord du Cameroun se retrouve très vite confrontée à la multiplication des attaques djihadistes avec des modes opératoires variés et difficiles à cerner à cause de la diversité de leur nature. On constate que ces incursions s'accompagnent souvent d'une série d'exactions (attaques des troupeaux de bœufs et des convois de camions, vol des sacs de vivres, enlèvements des habitants, tueries de personnes, destructions des biens, incendies des champs et villages, embuscades...). A cela s'ajoutent des opérations kamikazes déclenchées dans certaines localités comme Maroua, Mora, Fotokol, Kouyapé. Sur le terrain, les sites militaires, les structures publiques et religieuses ont été touchés. Partant, on assiste, par exemple, aux attaques perpétrées dans les brigades, les postes de gendarmerie et de police, les mosquées, les chapelles et les églises.

Hormis les dégâts matériels, le bilan des pertes humaines reste considérable. L'AFP¹ a estimé qu'entre février 2013 et septembre 2016, près de 1200 personnes ont été tuées au cours d'une trentaine de raids lancés par Boko Haram. En matière de menace de cette secte sur le territoire camerounais, cette période a été catastrophique dans l'Extrême-Nord comme le montre le massacre d'environ 400 personnes dans la ville de Fotokol au début de l'année 2015. A l'époque, cette performance était le plus lourd bilan réalisé par ce groupe au Cameroun. Au fil du temps, le nombre de raids ne fait que monter en flèche. Plus de 300 attaques ont été dénombrées par l'Amnesty International entre 2016 et 2017.

Animée par la ferme volonté de complexifier ses stratégies d'attaques, la secte parvient à faire régner un climat d'insécurité totale dans l'Extrême-Nord qui assiste impuissamment à la dégradation de son tissu économique. Face à cet impact, c'est donc à juste titre que P. Hugon (2019, p. 68) déduit que le terrorisme « enclenche un

¹ - AFP, (15 janvier 2016). «Cameroun : 1200 morts dans les attaques de Boko Haram depuis 2013 ».

engrenage de violence, de pauvreté et de marginalisation en ruinant les perspectives économiques et en créant des zones inaccessibles ou délaissées ».

2.3. Un impact sur la vie économique et sociale

Dans cette région, la menace de Boko Haram et les dégâts collatéraux liés à ce phénomène ont créé la psychose au sein des communautés locales. Cet objectif de déstabiliser par tous les moyens l'Extrême-Nord du Cameroun ne traduit-il pas la volonté de ce groupe terroriste de déterritorialiser son champ d'action ?

En plus de la détérioration de la situation sécuritaire, cette menace a eu des répercussions néfastes sur plusieurs plans. Du point de vue éducatif, cela se matérialise, par exemple, par la fermeture d'une centaine d'écoles. Face au risque grandissant d'enlèvements des élèves, ceux-ci sont souvent contraints de se déplacer vers les départements plus sécurisés. Le même constat est aussi valable au Nigéria où M. Diawara, O. Dubois et A. Mimault (2020, p. 83) relèvent qu' « A cause des djihadistes de Boko Haram (traduction : « l'éducation occidentale est un péché »), plus de 1 500 écoles ont été fermées les onze dernières années dans le nord-est du pays, fief de la secte ; 19 000 enseignants ont été déplacés et 611 tués, selon l'Unicef ».

Parallèlement, au niveau économique et social, on assiste dans l'Extrême-Nord du Cameroun à une perturbation totale des activités telles que l'agriculture, la transhumance du bétail, la pêche, le commerce transfrontalier et le tourisme. En privilégiant le dernier secteur, on se rend compte que le climat d'insécurité instauré par Boko Haram n'est pas de nature à inciter l'arrivée des visiteurs dans ladite région en dépit de ses importants sites attractifs, notamment ceux de la région de Mogodé connus aussi bien au niveau national qu'international. Il est judicieux de reconnaître que la présence des islamistes et surtout l'existence des mines dans certaines localités (Fotokol, Mayo-Moskota, Kolofata...) ne favorisent pas le développement du secteur touristique. En subissant le contrecoup des incursions de Boko Haram, ce domaine connaît une chute du nombre de visiteurs, le ralentissement de ses activités, voire l'abandon progressif de ses infrastructures et équipements.

Paradoxalement, le groupe terroriste arrive à tirer profit de l'affirmation de sa capacité de nuisance. Sur le terrain, la généralisation d'un climat de terreur a, d'une manière ou d'une autre, permis de médiatiser ses multiples actions. Comme le constatent Gigla Garakchame et Baska Toussia Daniel Valérie dans leur publication placée sous la direction de I. Saïbou (2017, p. 31-32) : « Dans ce cycle de violence, Boko Haram impose une guerre qui combine harcèlement des positions des troupes gouvernementales, raids dans les villages autant pour des représailles comme le suggèrent les assassinats ciblés à domicile que pour le ravitaillement, comme témoignent les pillages qui accompagnent les nombreux coups de main. Ce qui lui confère une visibilité médiatique qui donne le sentiment que le Cameroun est empêtré dans une guerre défensive à l'issue d'autant plus incertaine que les villages se dépeuplent et que les réfugiés affluent de partout ».

On remarque, par ailleurs, que les Camerounais ne constituent pas la seule cible de Boko Haram. Contre toute attente et comme pour paralyser le tourisme et surtout médiatiser ses actions en vue d'un éventuel retentissement international, la secte se livre délibérément aux attaques des étrangers vivant au Cameroun. « Ainsi, de la fin d'année 2013 à février 2014, Boko Haram a procédé à des assassinats ciblés et à des enlèvements d'expatriés », souligne I. Saïbou (2017, p. 26). Hormis l'enlèvement de sept (07) membres d'une famille française en 2013 et celui du prêtre français Georges Vandenbeusch, celui des clercs italiens et canadiens en 2014, un autre cas éloquent évoqué par le même auteur porte sur celui des Chinois à Waza dans la nuit du 16 au 17 mai 2014. D'après I. Saïbou (2017, 15), il s'agit d'« Une dizaine de Chinois » kidnappés et conduits à Sambisa dans le cadre d'« une attaque à portées stratégique et économique durables », pour reprendre les termes de cet auteur.

En remettant en cause la stabilité de l'Extrême-Nord, la menace de Boko Haram a fortement déstabilisé la vie des habitants et leurs différentes activités. Ce tableau négatif appelle des mesures adéquates des pouvoirs publics camerounais contraints de mettre en place un plan d'urgence. Ceci est nécessaire pour pouvoir amorcer une sortie de crise.

3. Une batterie de mesures contre Boko Haram

Le caractère transnational du terrorisme mérite une attention particulière quand il faut examiner les différentes facettes de la menace de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Compte tenu de cet aspect, il est tout à fait normal que ce pays ne soit pas l'unique acteur de la défense de sa partie septentrionale placée dans la ligne de mire de cette secte. Depuis le 7 mars 2015, celle-ci a prêté allégeance à l'Etat islamique.

Après l'analyse de la riposte camerounaise (armée, comités de vigilance...), il est indispensable d'insister au niveau régional sur les dynamiques des acteurs extérieurs (unités tchadiennes, FMM²...) afin de mettre en valeur l'efficacité de leurs interventions. Ce qui permettra d'évaluer l'impact de toutes les dispositions prises dans le cadre d'une lutte commune et sans merci contre les positions de ladite secte sur le territoire camerounais.

3.1. La riposte contre Boko Haram et la nécessité de pérennisation d'un dispositif militaire renforcé

Les assauts incessants de Boko Haram dans l'Extrême-Nord ont poussé le Cameroun à ne plus douter du basculement de ses actions sur son territoire, sans toutefois perdre de vue que son épicentre se situe au Nigéria voisin. Cette situation est

² - La Force Multinationale Mixte (FMM) est une coalition régionale mise en place en 2012. Elle regroupe des forces armées du Bénin, Cameroun, Niger, Nigéria et Tchad.

devenue préoccupante et appelle une réponse urgente et efficace de la part de l'Etat camerounais.

Constatant que la menace terroriste ne cesse de prendre de l'ampleur, le Cameroun, par la voix de son Chef de l'Etat, a déclaré officiellement en mai 2014 la guerre à Boko Haram, même si des affrontements entre celui-ci et l'armée camerounaise se sont déjà produits quelques mois avant cette décision présidentielle. Bien avant celle-ci, il convient de retenir que la secte a fait du territoire camerounais « une zone d'opération et une source de financement à travers les prises d'otages et le pillage en milieu rural », selon I. Saïbou (2017, p. 26). Pour rattraper en quelque sorte ce décalage et procéder au rétablissement de la situation sécuritaire, le Cameroun a pris une série de mesures drastiques. Parmi celles-ci figurent, par exemple, l'instauration du couvre-feu, la restriction de la circulation des engins motorisés à deux roues, une surveillance des lieux de culte, la multiplication des fouilles, le renforcement des contrôles sur les axes routiers.

Par ailleurs, une réorganisation du dispositif de défense et un renforcement des effectifs dans le Nord s'imposent d'emblée en guise de réponse militaire d'envergure. A part les renforts de policiers et de gendarmes décidés par le Gouverneur de cette zone, I. Saïbou (2017, p. 27) mentionne que : « Face à cette montée des périls, le président Paul Biya a réorganisé le dispositif de défense et déployé dans la région de l'Extrême-Nord des milliers d'hommes, notamment ceux du Bataillon d'Intervention Rapide (BIR), unité d'élite de l'armée camerounaise ». C'est dans cette perspective que près de 2000 soldats y ont été envoyés, portant ainsi à près de 8500 le nombre de militaires engagés sur le front pour contrecarrer l'action de Boko Haram. Ces hommes furent mobilisés sur environ quatre cents kilomètres de frontières. Concrètement, cette mission fut périlleuse en raison de l'étendue du champ de bataille et de la mobilité géographique des djihadistes précédemment évoquée. Cependant, elle a porté ses fruits en matière de lutte contre ces combattants. D'une manière générale, les multiples opérations de l'armée camerounaise ont permis de réduire les vellétés et la capacité de récidives de ces derniers, empêchant ainsi leur implantation dans la région de l'Extrême-Nord et l'extension de leurs points d'ancrage sur l'ensemble du territoire camerounais.

Après l'accalmie, constatée ces dernières années, et le retour à la normale suite au plan d'urgence mis en place et à l'effort consenti par l'armée en vue de la neutralisation de Boko Haram, il est nécessaire de toujours garder la vigilance en dépit des résultats salutaires obtenus. En effet, la baisse d'intensité des actions de Boko Haram ne doit pas induire les autorités à ne privilégier que la crise séparatiste anglophone dans la stratégie militaire de défense. Un tel revirement du dispositif sécuritaire pourrait laisser le champ libre à une éventuelle résurgence d'attaques de Boko Haram qui, malgré son affaiblissement dans le Nord, n'est pas complètement neutralisé et pourrait disposer dans la zone des cellules dormantes. La recrudescence des violences imputées à la secte en 2019 dans diverses localités (Hidoua, Gochi, Mandaka, Tourou, Kolofata...) et celles enregistrées le 15 février 2020 à Ouzal, dans le Mayo-Moskota,

sont autant d'indices qui interpellent et appellent à un redéploiement, voire la pérennisation d'un dispositif militaire renforcé dans l'Extrême-Nord dans le contexte actuel dominé par la crise anglophone. A l'instar de la donne militaire, l'éclatement de cette crise n'a-t-il pas une incidence sur la situation des comités de vigilance ?

3.2. *La nécessité de redéfinir le statut des comités de vigilance*

Comme il a été souligné dans les précédents volets, l'action de l'armée camerounaise a été d'une grande utilité dans le cadre d'un combat farouche contre Boko Haram et du démantèlement de ses positions dans l'Extrême-Nord. Hormis l'effort militaire, cette lutte, érigée autrefois en cause nationale, a impliqué tous les acteurs de la société civile en raison de la complexité de la guerre asymétrique conduite sur le territoire camerounais par ce groupe terroriste. Dans ce contexte, l'apparition des comités de vigilance dans diverses localités peut être considérée comme une réaction d'auto-défense et une ferme détermination de la population à soutenir son armée dans cette guerre marquée par un changement incessant de modes opératoires de l'ennemi. A la différence du Tchad où les comités d'auto-défense et de vigilance en renfort aux forces de défense et de sécurité ont été créés par le Gouverneur de la Région du Lac, d'autres facteurs présentés par C. Pout, E. E. Yogo et B. Barka (2019, p. 85) expliquent les raisons de telles initiatives dans l'Extrême-Nord du Cameroun : « Les populations n'ont pas attendu que l'administration leur suggère de prendre en main la sécurisation de leurs localités. L'Extrême-Nord est une région où il y a deux décennies le phénomène des coupeurs de routes et de preneurs d'otages avait eu le mérite de réveiller chez les populations les dispositions sécuritaires qu'elles prenaient dans leurs villages lorsqu'il s'agissait, avant et pendant la colonisation, de surveiller le village, ses habitants et de manière générale ses biens (bétail notamment)». Concernant les attributions et les modalités des comités de vigilance, ces auteurs apportent les précisions suivantes :

Placés sous l'autorité du Sous-Préfet, dotés de téléphones portables et d'armes blanches, ils travaillent en collaboration avec les Forces de Maintien de l'Ordre (FMO), procédant à l'identification des usagers de la route, se relayant par équipes après un intervalle de 8 heures (...). La transmission des renseignements est faite par le chef du Comité de vigilance, qui alerte l'armée ou l'administration quand c'est nécessaire (C. Pout, E. E. Yogo et B. Barka, 2019, p. 86).

Servant d'éclaireurs ou de guides et renseignant régulièrement les forces de l'ordre dans l'optique de protéger les communautés essentiellement contre les attentats-suicides, les comités de vigilance ont incontestablement joué un précieux rôle dans la lutte contre Boko Haram au point d'être considérés comme un bouclier contre cette secte. C'est donc à juste titre qu'ils ont été encouragés à se développer dans l'Extrême-Nord où l'on a enregistré environ 14 000 membres selon l'International crisis group. Il va sans dire qu'après la désescalade de la menace djihadiste dans la région, la crise anglophone a un réel impact sur leur fonctionnement à l'instar de celui déjà

observé sur le plan militaire. Faute de soutien des autorités camerounaises, les comités de vigilance tant appréciés connaissent désormais une nette diminution de leur effectif. Une illustration tangible porte sur la commune de Mogodé qui ne compte plus qu'une dizaine de membres contre plus de 250 au moment où la menace terroriste bat son plein.

Ce cas concret prouve à suffisance le risque de disparition progressive des comités de vigilance dont le rôle est souvent considéré aujourd'hui comme désuet. Outre cette considération, leur collaboration avec les forces de défense et de sécurité, les autorités administratives et traditionnelles, les connaissances acquises sur le terrain et leur expérience en matière de lutte contre le terrorisme constituent un manque à gagner pour le Cameroun. Ainsi celui-ci est-il invité à prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter de laisser tomber dans les oubliettes les acquis des membres de ces comités. Etant donné que la menace de Boko Haram est toujours réelle en Afrique comme le montre, par exemple, le lourd bilan (près de 100 militaires tchadiens tués) de l'attaque perpétuée dans la région du Lac Tchad le 23 mars 2020, il serait tout à fait souhaitable pour le Cameroun de préserver lesdits acquis et de mettre en place, si cela n'est pas encore fait, un programme de réorientation des missions de quelques anciens membres actifs des comités de vigilance. C'est d'ailleurs dans cette perspective que l'International crisis group propose vivement à cet Etat de les maintenir comme auxiliaires des forces de police afin de les empêcher de s'abonner aux activités criminelles s'ils sont délaissés. Par ailleurs, il est de l'intérêt de ce pays de favoriser les échanges entre ces derniers et les membres des comités d'auto-défense et de vigilance du Tchad afin de permettre le partage des expériences et la circulation des informations relatives à la lutte contre le terrorisme au niveau régional. Ces échanges méritent d'être encouragés d'autant plus que l'on sait que tous ces acteurs sont en majorité issus de certaines ethnies (Kanouri, Kanembou, Arabes, Kotoko, Mousgoum, Peuls, etc.) se trouvant « de part et d'autre des frontières constituant le triangle Nord-Cameroun, Nord-Nigéria et Ouest-Tchad » comme l'a fait remarquer S. Mbodou (2020, p.38).

3.3. L'importance de la coopération régionale et la nécessité du renforcement du système de partage de renseignements

L'effort militaire appuyé, entre autres, par l'action salutaire des comités de vigilance a certes permis d'empêcher l'implantation de Boko Haram au Cameroun. Néanmoins, il faut reconnaître que ce combat en vue de l'enrayement de cette menace n'a pas été mené de façon isolée par ce pays. Au-delà de cet engagement national, cette mission a pris une dimension régionale avec l'intervention des unités tchadiennes. C'est dans cette optique que C. Pout, E. E. Yogo et B. Barka (2019, p. 56) affirment que « C'est finalement les troupes tchadiennes qui matérialiseront dans les faits cette régionalisation du conflit ». Face à l'ampleur de la menace terroriste dans les pays riverains du Lac Tchad, on assiste à un déploiement d'un contingent important. A ce

sujet, S. Mbodou (2020, p. 86) note que « Dans le nord du Cameroun et le sud du Nigéria, près de cinq mille (5000) soldats sont engagés contre Boko Haram ».

Cet auteur a également évoqué les raisons justifiant la démarche du Tchad et a fait allusion à la première offensive de son armée à partir de l'Extrême-Nord du Cameroun.

L'armée nationale tchadienne est entrée en territoire nigérian pour la première fois en février 2015, en vertu du droit de poursuite dont elle bénéficie avec le Nigéria et également dans le cadre de la Force mixte multinationale (FMM) dans la lutte contre Boko Haram. Le 3 février 2015, l'Armée tchadienne avait lancé à partir de Fotokol au Cameroun sa première offensive terrestre sur le sol nigérian, reprenant à Boko Haram la localité nigériane frontalière de Gambaru après de durs combats (S. Mbodou, 2020, p. 86).

Cette opération extérieure conduite par le Tchad est d'une importance capitale en ce sens qu'elle reflète l'expression de son précieux soutien à ses pays voisins en matière de lutte contre Boko Haram. Cette démarche a porté ses fruits. Confronté à une coalition africaine et aux aguerris soldats tchadiens, le groupe terroriste voit réduire sa capacité de nuisance et sa marge de manoeuvre dans l'Extrême-Nord du Cameroun.

En dehors du caractère militaire de l'intervention tchadienne qui a prouvé son efficacité, il est tout à fait bénéfique pour les pays du bassin de Lac Tchad de s'appuyer sur la coopération régionale existante pour mettre conjointement en place un système de renseignement renforcé et fondé sur une stratégie visant à procéder à la traque tous azimuts des djihadistes menaçant la sécurité des Etats concernés. Dans cette perspective, S. Mbodou (2020, p. 122) préconise que : « La pérennisation des actions conjointes et simultanées instaurées par la Force mixte multinationale doit comporter un système de partage de renseignements, des missions de patrouilles pour appuyer des opérations contre la secte Boko Haram ». En plus de la prévention des infiltrations au niveau régional, un tel système pourrait permettre d'identifier les soutiens et les sources d'approvisionnement de cette secte en vue d'étudier les possibilités de les enrayer et d'affaiblir le fonctionnement de la secte.

Conclusion

La lecture de la cartographie des opérations de la secte Boko Haram au Cameroun a permis d'analyser les contours de la crise sécuritaire perpétuée par cette dernière dans la région de l'Extrême-Nord et surtout d'en saisir la valeur intrinsèque. Dans l'ensemble, cette réflexion a donné l'opportunité de passer au crible les facteurs naturels et sociopolitiques d'expansion de ladite secte dans le bassin du Lac Tchad et de sa stratégie d'acharnement sur le nord du Cameroun. Dans les faits, l'action conjuguée de l'armée et des forces paramilitaires, dans la dynamique de la coopération internationale, a endigué la terreur de cette nébuleuse. Cependant, dans le contexte de la crise séparatiste anglophone, cette double stratégie interne et internationale mérite

d'être révisée pour donner une réponse durable à la menace sécuritaire dans le bassin du Lac Tchad et particulièrement au Cameroun.

Références bibliographiques

- DIAWARA Malick, DUBOIS Olivier, MIMAULT Anne, 2020, « Au Sahel, l'école mise à mort par les djihadistes », *Le Point*, 2513, p. 82-83.
- GUIBBAUD Pauline, 2014, *Boko Haram : histoire d'un islamisme sahélien*, Paris, L'Harmattan, 205p.
- HUGON Philippe, 2019, « Entre deux feux djihadistes », *Le Monde diplomatique*, 165, p. 67-69.
- ISHAKU Jonathan, 2009, *Boko Haram : How Religious Intolerance Threatens Nigeria*, Courrier Communications, 178p.
- KOUNGOU Léon, 2014, *Boko Haram : le Cameroun à l'épreuve des menaces*, Paris, L'Harmattan, 186p.
- MBODOU Seid, 2020, *Le terrorisme transfrontalier au lac Tchad. Pour lutter efficacement contre Boko Haram*, Paris, L'Harmattan, 214p.
- POUT Christian, YOGO Edouard Epiphane, BARKA Bana, 2019, *Boko Haram au Cameroun. Quelles nouvelles dynamiques ?* Paris, Editions du Cygne, 128p.
- PRESNOT Patrick, 2014, *Les dessous de la Françafrique*, Paris, Nouveau Monde éditions, 797p.
- SAIBOU Issa (dir.), 2017, *Attaques et attentats de Boho Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun*, Numéro spécial de *KALIOA : Revue pluridisciplinaire de l'Ecole Normale Supérieure de Maroua (Cameroun)*, Paris, L'Harmattan, 134p.
- SAIBOU Issa, 2004, « L'embuscade sur les routes des abords du Lac-Tchad », *Politique africaine*, n°94, p.15.
- International crisis group, 2018, « Extrême-Nord du Cameroun : nouveau chapitre dans la lutte contre Boko Haram », 263.